



Direction Départementale des Territoires  
Service Eau et Environnement

**Arrêté préfectoral  
limitant provisoirement les usages de l'eau pour faire face à une menace ou aux  
conséquences d'une sécheresse ou à un risque de pénurie dans le bassin de la  
Charente**

**La préfète des Deux-Sèvres,  
Chevalier de l'ordre national du Mérite,**

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L.211-1 à L.211-10, L.215-7 à L.215-9, L.216.1, L.216.10 et R.211-66 à R.211-70, portant application de l'article L. 211-3, relatif à la limitation ou à la suspension des usages de l'eau ;

Vu le code pénal ;

Vu le code civil et notamment les articles 640 à 645 ;

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 2212-1 et L.2212-2 relatifs aux pouvoirs généraux des maires en matière de police et l'article L.2215-1 relatif aux pouvoirs du représentant de l'Etat dans le département en matière de police ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret n°2021-795 du 23 juin 2021 relatif à la gestion quantitative de la ressource en eau et à la gestion des situations de crise liées à la sécheresse ;

Vu le décret du président de la République du 16 juillet 2021 portant nomination de Monsieur Xavier MAROTEL, en qualité de sous-préfet, secrétaire général de la préfecture des Deux-Sèvres

Vu le décret du président de la République du 15 février 2022 nommant Madame Emmanuelle DUBÉE en qualité de préfète des Deux-Sèvres ;

Vu l'arrêté d'orientation de bassin du 2 juillet 2021 relatif au renforcement de la coordination des mesures de gestion de la sécheresse sur le bassin Adour-Garonne ;

Vu l'arrêté cadre interdépartemental du 16 mars 2022, délimitant les zones d'alerte et définissant les mesures de limitation ou de suspension provisoire des usages de l'eau pour faire face à une menace ou aux conséquences d'une sécheresse ou à un risque de pénurie du 1<sup>er</sup> avril 2021 au 31 octobre 2021 dans le bassin versant de la

Charente où Cogesteau est désigné en tant qu'Organisme unique de gestion collective (OUGC) ;

Vu l'arrêté du 8 avril 2022 modifié par les arrêtés du 20 avril 2022, du 3 mai 2022, du 25 mai 2022, du 1<sup>er</sup> juin 2022, du 17 juin 2022, du 23 juin 2022, du 29 juin 2022, du 18 juillet, du 21 juillet 2022, du 28 juillet 2022, du 4 août 2022 et du 9 août 2022 limitant provisoirement les usages de l'eau pour faire face à une menace ou aux conséquences d'une sécheresse ou à un risque de pénurie dans le bassin de la Charente ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 6 mai 2022 portant délégation de signature à Monsieur Xavier MAROTEL, secrétaire général de la préfecture des Deux-Sèvres ;

Considérant que les dispositions de limitations des usages de l'eau sont rendues nécessaires pour la préservation de la santé, de la salubrité publique, de l'alimentation en eau potable des populations, des écosystèmes aquatiques et pour la protection des ressources en eau ;

Considérant l'évolution des débits des cours d'eau et le niveau des nappes aux stations et piézomètres de suivi prévus par l'arrêté-cadre interdépartemental susvisé ;

Sur proposition du Directeur départemental des territoires ;

## ARRÊTE

### Article 1 :

L'arrêté du 8 avril 2022 modifié par les arrêtés du 20 avril 2022, du 3 mai 2022, du 25 mai 2022, du 1<sup>er</sup> juin 2022, du 17 juin 2022, du 23 juin 2022, du 29 juin 2022, du 18 juillet, 21 juillet 2022, du 28 juillet, du 4 août 2022 et du 9 août 2022 est modifié selon les nouvelles dispositions figurant à l'article 2 du présent arrêté (les modifications figurent en gras).

### Article 2 : Mesures de limitation

Le passage en période d'étiage à compter du 1<sup>er</sup> juin entraîne, pour le bassin versant de la Charente, l'évolution des mesures de limitation des prélèvements d'eau en milieu naturel conformément aux dispositions prévues par l'arrêté préfectoral interdépartemental du 16 mars 2022 susvisé :

Zones de gestion	Débits/Niveaux constatés	Niveau de restriction	Détail des mesures de restriction	Date d'entrée en application
<b>CHARENTE AMONT</b> <b>6a</b>	<b>Station de Vindelle</b>	<b>Hors alerte</b>	<b>Interdiction d'irriguer sauf cultures dérogatoires</b>	<b>Vendredi 26 août 2022 à 8h00</b>
<b>PÉRUSE</b> <b>Z06a et Z06b</b>	<b>Piézo de Sauzé-Vaussais</b> <b>Les Jarriges</b>	<b>Alerte renforcée</b>	<b>Interdiction d'irriguer sauf cultures dérogatoires</b>	<b>Vendredi 26 août 2022 à 8h00</b>

AUME-COUTURE 7	Suivant l'indicateur expérimental du piézomètre de Fraigne	Crise	Interdiction d'irriguer sauf cultures dérogatoires	Mercredi 10 août 2022 à 8h00
-------------------	--	-------	--	------------------------------

**Sont concernés** les prélèvements à des fins agricoles à partir de forages, cours d'eau, plans d'eau en communication ou alimentés par une nappe souterraine ou un cours d'eau, plans d'eau établis sur un cours d'eau.

### **Article 3 : Application**

Ces dispositions sont en vigueur sur chaque sous-bassin à compter de la date mentionnée dans le tableau de l'article 1.

En tout état de cause, elles prendront fin le 31 octobre 2022 à 8h00, date de fin de gestion de printemps telle que prévue par l'arrêté interdépartemental du 16 mars 2022 susvisé.

### **Article 4 : Poursuites éventuelles**

Tout contrevenant est passible des peines prévues par l'article R.216-9 du Code de l'Environnement (contravention de la 5ème classe).

### **Article 5 : Droits des tiers**

Les permissionnaires ou leurs ayants droit ne pourront prétendre à aucune indemnité ni dédommagement quelconque en raison des mesures précédentes ou si, en raison d'une nouvelle baisse des débits d'étiage, l'administration reconnaît nécessaire de prendre, dans l'intérêt de la salubrité publique, de la police et de la répartition des eaux, des mesures qui les privent d'une manière temporaire ou définitive de tout ou partie des autorisations précédemment accordées.

### **Article 6 : Publicité et recours**

Le présent arrêté sera affiché dès réception dans les mairies concernées.

Il peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Poitiers dans un délai de deux mois à compter de la date de publication.

### **Article 7 : Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental des territoires, le chef du service départemental de l'office français de la biodiversité, le commandant du groupement de la gendarmerie des Deux-Sèvres, les maires des communes concernées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché en mairie sur un panneau extérieur.

Niort, le 25 AOUT 2022

pour la Préfète et par délégation,  
Le Secrétaire Général de la préfecture

Xavier MAROTEL

